



DECISION N°2024-015

Objet : Acceptation d'un don de la Principauté Monégasque.

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE COTE D'AZUR

Vu le Code de l'éducation ;

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, modifié par le décret n°2023-1310 du 27 décembre 2023 ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2024-001 du 9 janvier 2024 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2024-003 du 23 janvier 2024 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président d'Université Côte d'Azur ;

ACCEPTE

Article 1 : Le don du gouvernement princier de la Principauté de Monaco pour la création d'un diplôme Universitaire de droit monégasque porté par M. Yves STRIKLER, d'un montant de 5 000€, sous réserve de l'avis favorable du conseil académique sur la création de ce diplôme et de sa mise en œuvre en septembre 2024.

Article 2 : Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 14 février 2024

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2024-015**

TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES :

PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire*



Monaco, le 08 JAN. 2024

A

Monsieur Yves Strickler
Professeur à l'Université Nice-Côte
d'Azur
5 Allé des Pruniers
Bât. Les Jonquilles - E
06800 CAGNES-SUR-MER

N° 2024-IF-008
DL

Objet : Institut Monégasque de Formation aux Professions Judiciaires (IMFPJ) - Donation en vue du financement du diplôme universitaire de droit monégasque

Monsieur le professeur,

Dans le prolongement de nos échanges, j'ai l'honneur de vous informer que l'Institut Monégasque de Formation aux Professions Judiciaires (IMFPJ) soutient pleinement le projet de création d'un diplôme universitaire de droit monégasque au sein de la Faculté de droit de Nice.

Ce nouveau diplôme permettra une collaboration fructueuse entre l'IMFPJ et la Faculté à plusieurs niveaux. Il est, en effet, convenu que des représentants de l'IMFPJ intègrent l'équipe de direction du DU et que le programme 2024 de l'IMFPJ soit en partie ajouté à celui du DU au bénéfice des étudiants. En outre, un stage d'un jour ou deux sur place à Monaco, pourrait être organisé pour permettre aux étudiants de découvrir les institutions et les juridictions monégasques.

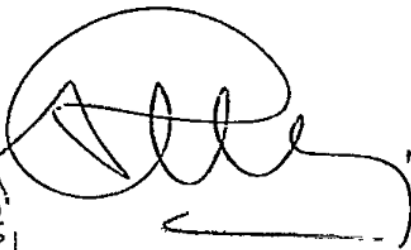

Par ailleurs, un certificat de réussite sera remis aux étudiants à la Direction des Services Judiciaires, tandis que le diplôme universitaire délivré par la Faculté de droit portera la mention du partenariat avec l'IMFPJ.

En conséquence, j'ai procédé à un don de 5000 euros sur la ligne budgétaire de l'IMFPJ pour l'année 2023, au profit de la Faculté de droit de Nice en vue de la concrétisation de ce projet de diplôme universitaire de droit monégasque pour la rentrée universitaire de septembre 2024.

- Je précise qu'il s'agit d'un don ciblé et qu'en cas de non-réalisation du projet, il y aura lieu à restitution de la somme.

Par ailleurs, j'ai bien noté que, d'un point de vue pratique, le virement devra être fait au nom de « Monsieur l'agent comptable d'Université Côte d'Azur », au profit de la Faculté de droit et science politique-EUR LexSociété.

Dans l'attente de cette heureuse collaboration, je vous prie de croire, Monsieur le professeur, en l'assurance de ma considération.



Marie Petit-Leclair

Signature(s) électronique(s) du présent document

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures ci-dessous doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Acrobat Reader DC™. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance dans l'Autorité de Certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Dans ce cas, cliquez sur « Détails du certificat » dans le « Panneau des signatures » et sélectionnez le certificat « Sunnystamp Root CA G2 » puis cliquez sur « Ajouter aux certificats approuvés » dans l'onglet « Approbation ». A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques. Pour toute question, merci de nous écrire à l'adresse support@lex-persona.com.

Digital signature(s) of this document

The original version of this document is in electronic form, so the signatures below must always be verified electronically using appropriate software such as Adobe Acrobat Reader DC™. If a warning message appears, the reason may be the absence of trust in the Certificate Authority which issued the certificate used to sign the document. In this case, click on "Certificate Details" in the "Signatures panel" and select the "Sunnystamp Root CA G2" certificate then click on "Add to approved certificates" on the "Approval" tab. Note that PDF reading software in web or mobile mode does not display the details of the digital signatures. If you have any questions, please write to us at support@lex-persona.com.